

32.—Bilan des compagnies de fiducie à charte fédérale, au 31 décembre 1914-34—fin.  
PASSIF—FONDS GÉRÉS.

Année.	Fonds garantis.			Fonds des successions et fonds en fiducie.	Total.
	Principal. <sup>2</sup>	Intérêt échu et couru.	Total.		
	\$	\$	\$	\$	\$
1914.....	8,560,468	—	8,560,468	29,832,343	38,392,811
1915.....	9,727,099	—	9,727,099	31,002,934	40,730,033
1916.....	10,405,318	—	10,405,318	36,756,902	47,162,220
1917.....	11,149,958	—	11,149,958	38,141,389	49,291,347
1918.....	12,743,379	—	12,743,379	56,194,857	68,938,236
1919.....	12,704,672	—	12,704,672	52,084,047	64,788,719
1920.....	9,339,070	135,971	9,475,041	57,225,303	66,700,344
1921.....	8,424,128	125,514	8,549,642	79,252,639	87,802,281
1922.....	8,473,720	126,868	8,600,588	92,449,298	101,049,886
1923.....	10,306,767	178,096	10,484,863	102,764,835	113,249,698
1924.....	14,027,120	133,583	14,160,703	123,082,289	137,242,992
1925 <sup>1</sup> .....	15,897,339	—	15,897,339	131,420,502	147,317,841
1926 <sup>1</sup> .....	17,979,412	—	17,979,412	139,777,235	157,756,647
1927 <sup>1</sup> .....	22,464,753	—	22,464,753	161,040,061	183,504,814
1928 <sup>1</sup> .....	24,105,724	—	24,105,724	202,655,185	226,760,909
1929 <sup>1</sup> .....	24,465,263	—	24,465,263	210,005,726	234,470,989
1930 <sup>1</sup> .....	26,408,829	—	26,408,829	205,282,593	231,691,422
1931 <sup>1</sup> .....	25,718,221	—	25,718,221	215,698,469	241,416,690
1932 <sup>1</sup> .....	25,222,913	—	25,222,913	215,702,235	240,925,148
1933 <sup>1</sup> .....	27,396,708	—	27,396,708	225,484,151	252,880,859
1934 <sup>1</sup> .....	31,651,057	—	31,651,057	230,230,283	261,881,340

<sup>1</sup> Comprend les statistiques des compagnies de fiducie détenant une charte du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, mais inspectées par le département fédéral des Assurances. <sup>2</sup> Y compris sommes en mains dans l'attente d'un placement, s'élevant à \$2,562,455 en 1914, \$3,113,170 en 1915, \$3,799,149 en 1916, \$3,448,682 en 1917 et \$5,170,463 en 1918; entre 1920 et 1934, ces sommes figurent dans la colonne intitulée: "Fonds des successions et fonds en fiducie"; les chiffres de 1919 sont inconnus. <sup>3</sup> Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1934-35.

#### Section 4.—Ventes d'obligations canadiennes.

Les ventes d'obligations canadiennes depuis 1911, montrées dans le tableau 33, font voir un côté intéressant de la finance publique et des engagements de capitaux dans le développement du Canada au vingtième siècle. (Les chiffres sont puisés dans la revue annuelle du Monetary Times, 1936.) Dans la première partie de ce tableau les obligations vendues chaque année sont divisées suivant le débiteur, soit le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux ou municipaux, les chemins de fer ou autres corporations, tandis que la deuxième partie du tableau divise les ventes de chaque année suivant le pays ayant fourni des acheteurs, soit le Canada, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Les sommes énormes requises par le gouvernement fédéral pour financer les dépenses de guerre sont la cause principale des fortes ventes d'obligations du gouvernement canadien dans les dernières années de guerre. Cependant, les ventes de 1931 dépassent celles de toute autre année, ce qui est attribuable dans une large mesure aux emprunts de conversion lancés par le gouvernement fédéral.

Les emprunts du gouvernement fédéral au moyen d'émissions d'obligations depuis 1907 peuvent se diviser en trois périodes, la première, de 1908 à 1914, alors qu'il fallait de l'argent principalement pour le développement intérieur du pays, les travaux publics et les chemins de fer du gouvernement; la deuxième, de 1915 à 1919, alors que les dépenses de guerre exigeaient des sommes énormes; et la troisième, depuis la guerre, alors que les émissions ont eu principalement pour fin le rachat d'emprunts antérieurs à des conditions plus favorables et pour d'autres dépenses en travaux publics et en chemins de fer.

Depuis la guerre les émissions d'obligations provinciales ont été sur une échelle beaucoup plus vaste, probablement à cause du développement des utilités publiques des provinces et de l'amélioration de la voirie. D'un autre côté les émissions d'obligations des municipalités canadiennes ont été plus considérables en 1913,